

Blocage du gouvernement : Les conséquences dramatiques pour le pays

(23 octobre 2017) - 24 heures avant la réunion du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, convoquée par le Haut-commissaire afin de procéder à la 3^{ème} tentative d'élection de son président et de son vice-président, les partis non-indépendantistes composant la plateforme, alertent à nouveau les Calédoniens sur les conséquences dramatiques de la prise en otage de la première institution du pays.

Parce que le groupe les Républicains Calédoniens, qui n'est représenté au gouvernement que par un seul membre sur onze, persiste à bloquer les institutions, le gouvernement expédie les affaires courantes depuis trois mois.

Les dégâts provoqués sont considérables :

- **Au plan institutionnel**, le budget 2018 de la Nouvelle-Calédonie ne sera pas voté avant la fin de l'année, ce qui conduira à retarder plusieurs milliards d'investissements. Le Congrès ne pourra être saisi des projets de textes attendus notamment sur la lutte contre la délinquance et la consommation excessive d'alcool. Le gouvernement ne peut prendre aucune mesure d'intégration de personnels ou de nomination de directeurs dans les services publics.
- **Au plan économique**, le gouvernement ne peut plus signer de marchés avec les entreprises, agréer des projets en exonération ou en défiscalisation, adopter des mesures de soutien comme la simplification administrative des procédures de la loi anti-trust. Aircal et Aircalin ne peuvent obtenir les cautions bancaires prévues dans le cadre du renouvellement de leurs flottes. Les communes ne pourront pas percevoir les 100 millions de crédits inscrits au budget 2017 pour leurs programmes d'investissement.
- **Au plan social**, le gouvernement ne peut prendre aucune mesure pour l'équilibre des comptes sociaux et notamment du RUAMM. Il ne peut plus verser de subventions aux associations et organismes d'intérêt général, ni allouer d'aides individuelles aux étudiants, sportifs, artistes, etc...

Ce blocage délibéré, qui met à mal le fonctionnement de nos institutions et l'activité économique du pays, conduit aujourd'hui les indépendantistes à revendiquer la présidence du gouvernement.

Pour sortir de cette situation, dont il est le seul responsable, le groupe Les Républicains Calédoniens n'a plus d'autre choix que de soutenir la candidature de Philippe Germain, seul candidat de la majorité non-indépendantiste dont il se réclame.